

vent guère manœuvrer ou faire preuve de souplesse en décidant d'une année à l'autre comment peuvent être virés ou déplacés les divers fonds disponibles.

Deuxièmement, ces chiffres révèlent à mon avis—et, encore une fois, je crois que les députés en conviendront—que, vu la nature des programmes en cours du gouvernement le nombre d'entre eux qui sont liés à d'autres facteurs tels que l'expansion démographique, il est inévitable dans les cadres de la sécurité sociale et d'autres mesures connexes, par exemple, que le coût de ces programmes continue à augmenter. Nous devons donc faire face à deux possibilités: d'abord une hausse croissante et soutenue des dépenses engagées en vertu des nombreux chapitres de dépenses que j'ai mentionnés; puis, le fait que le Parlement et le gouvernement sont jusqu'à un certain point impuissants à modifier beaucoup de ces engagements, par suite de leurs relations avec les gouvernements provinciaux.

• (12.40 p.m.)

Au vu de ces chiffres, il me semble qu'inévitablement, les députés, les éditorialistes et le grand public vont réagir de deux façons. Ces réactions seront d'un caractère aussi contradictoire qu'elles sont prévisibles. La première que les gouvernements ont dû supporter, cela depuis des années, c'est le reproche qu'ils sont fondamentalement prodigues et gaspilleurs. La seconde réaction, qui, je le répète, est contradictoire, c'est que malgré l'attention bienveillante que prête le gouvernement aux diverses instances du public touchant des services ou des mesures importantes, nous n'en faisons jamais assez, notamment en ce qui concerne les déshérités de notre société.

Permettez-moi d'ajouter une ou deux autres observations en rapport avec les chiffres en question, avant que je n'essaie d'en faire un commentaire général. J'ai dit qu'ils étaient sensationnels tout en inclinant à la modération. Depuis cinq ans, c'est-à-dire pendant la période qui s'est écoulée entre 1965 et 1970, j'ai calculé qu'environ la moitié de l'augmentation des dépenses de l'État, et donc la moitié de l'augmentation des coûts d'exécution des programmes gouvernementaux, est due à la hausse des prix. Autrement dit, nous n'avons pas aujourd'hui trois fois plus de services d'hygiène et de bien-être, comme on pourrait le croire face à l'escalade ou à la hausse de nos dépenses. L'accroissement graduel des frais a réduit les avantages et la qualité de ces services non seulement du point de vue du gouvernement mais aussi de celui des bénéficiaires. Voilà une statistique qui porte à réfléchir et qu'il faudrait examiner en fonction des nombreuses affirmations selon lesquelles le gouvernement ne devrait pas se soucier outre mesure de ce qu'on a abusivement appelé l'inflation ou ce que j'ai persisté à désigner sous le vocable de prix à la hausse. En vérité, nous n'avons pas obtenu tous les avantages que nous aurions dû obtenir ou sur lesquels nous comptons de ces dépenses accrues, parce que l'inflation ou les prix plus élevés ont sensiblement réduit le niveau des avantages que ces services assurent.

Il y a un autre point à considérer, qui, lui aussi, porte à réfléchir, c'est que pendant la décennie en question ici,

essentiellement les années 60, le coût du service de la dette nationale est passé de 800 millions de dollars en 1961-1962 à près de deux milliards aujourd'hui. Il est donc clair qu'en rapport avec les dépenses engagées, c'est-à-dire le coût des divers engagements que nous avons pris, nous n'avons pu produire dans notre pays assez de nouvelles ressources ou de nouvelle productivité, si vous préférez, pour payer ces dépenses avec notre revenu actuel; exprimé simplement, nous avons tout simplement accusé un recul chaque année. Je sais que c'est là une explication un peu simpliste d'un problème très complexe, et que les arguments sont nombreux en faveur d'une économie saine capable de supporter une dette plus lourde et des frais de services plus élevés.

Quand on étudie l'évolution de la situation depuis dix ans on est forcé de poser la question suivante: Combien plus pouvons-nous faire? Permettez-moi de tenter de répondre à deux questions ayant trait à la prodigalité du gouvernement, au gaspillage dont il se rend coupable et ainsi de suite. En passant, je ne crois pas que ces critiques, quand elles se font entendre, visent en particulier le parti au pouvoir à un moment donné.

A mon avis, c'est une accusation générale qu'on porte contre les hommes politiques. Je ne doute pas qu'il y ait du gaspillage et il serait insensé de prétendre le contraire. J'ai une assez longue expérience des affaires pour savoir qu'un certain gaspillage est inhérent à toutes les grandes sociétés, privées ou publiques. Bien qu'il importe et qu'il nous incombe à nous, gouvernants, de tirer le maximum de valeur possible de chaque dollar, il serait plutôt absurde de croire que ces économies d'administration peuvent à elles seules produire les fonds nécessaires à la diminution ou au maintien des niveaux actuels de dépenses publiques ou au financement de nouveaux programmes.

On entend de fréquentes critiques du gouvernement, plus ou moins justifiées, et selon lesquelles nous ne fonctionnons pas selon de saines pratiques commerciales et ne supprimons pas les programmes devenus inutiles; de même, que la meilleure façon pour nous de trouver les fonds nécessaires pour de nouveaux aménagements et pour le lancement de nouveaux projets, c'est de vérifier l'ensemble de nos activités et de transférer des fonds de certains programmes non rentables à d'autres. La Chambre sait quel résultat peut donner cette méthode. Tous ceux qui ont été dans les affaires et qui se sont lancés dans la vie publique admettront que les méthodes commerciales ne s'appliquent pas toujours aux secteurs et aux programmes du gouvernement.

Je suppose qu'il y a un peu de vrai dans la déclaration attribuée à M. Wilson, savoir, que ce qui vaut pour la General Motors vaut aussi pour le pays. Néanmoins, cela fait songer aux œillères que semblent porter nombre d'hommes d'affaires lorsqu'ils parlent des affaires de l'État, même si, sans doute, nous ne sommes pas en mesure d'adopter une attitude pharisaïque à cet égard. Après tout, monsieur l'Orateur, les hommes politiques, les chefs syndicaux, les étudiants et, dans une plus large mesure, les intellectuels sont portés à avoir la même